



Comptes régionaux de l'agriculture 2012

### Un revenu historiquement élevé, mais à fortement relativiser

En 2012, en Aquitaine, le revenu agricole moyen s'élèverait à 30 000 euros par actif. Revenu en hausse, tiré par le résultat exceptionnellement élevé des exploitations de grandes cultures et la bonne tenue des filières viticoles et avicoles d'Aquitaine. Le renchérissement des prix permet de compenser le recul des volumes et la hausse des coûts de production, en particulier dans les filières végétales. Pour les élevages d'herbivores, la situation est plus critique, alimentation animale et charges de structure impactent fortement le revenu. Ce revenu moyen aquitain, historiquement élevé, ne doit pas masquer les inégalités fortes qui se creusent entre les orientations mais également au sein même des filières. Aujourd'hui, les charges absorbent plus des trois quarts de la valeur de la production, contre les deux tiers en 2000. Depuis dix ans, quelle que soit l'orientation, seules les grandes exploitations réduisent leurs charges. Pour les plus petites, la maîtrise n'est plus assurée, les rendant de plus en plus dépendantes aux aides.

Jacky BONOTAUX  
Alain IRIBARREN

#### Des inégalités fortes entre filières en matière de revenu

En 2012, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations « professionnelles »<sup>(\*)</sup> régionales s'élève à 30 000 euros, en progression de +18% par rapport à l'année précédente. Il s'agit du niveau le plus élevé enregistré au cours des vingt-cinq dernières années. Mais, en Aquitaine comme ailleurs, les différentiels se creusent. Ainsi en 2012, 40 000 euros séparent le revenu d'une exploitation de grandes cultures d'une exploitation de bovins lait.

Plusieurs facteurs expliquent la relative bonne santé d'ensemble de la ferme aquitaine. Structurels par le maintien d'une filière avicole qui devient la 3<sup>ème</sup> filière de production en valeur de la région, mais également par une amélioration notable depuis deux ans de sa filière viticole, en particulier girondine,

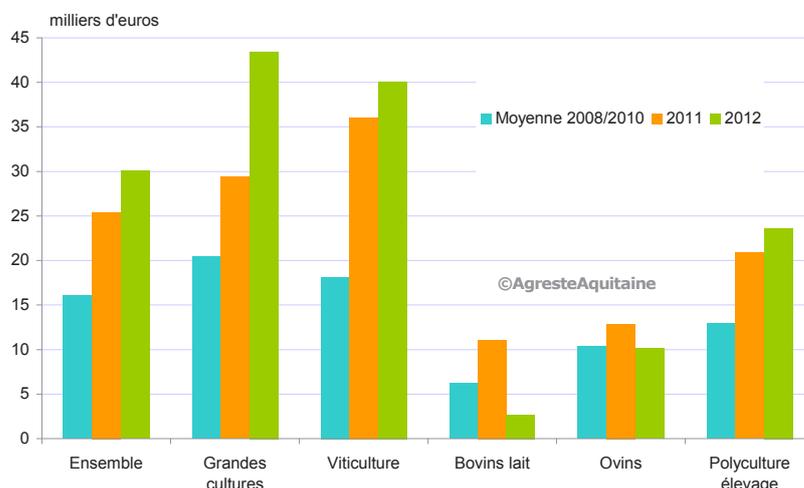
après dix années de baisse ininterrompue. Conjoncturels, sous l'effet d'un renchérissement des prix des céréales qui permet à la filière Grandes cultures de compenser largement son repli en volume.

Mais elle ne doit pas occulter la difficile situation dans laquelle se retrouve la majeure partie des éleveurs d'herbivores aquitains, confrontés à des hausses de coûts de production que ne compensent pas des prix rémunérateurs, dans un contexte de dépendance aux aides de plus en plus accrue. En moyenne en 2012, la part des subventions dans le revenu dépasse très nettement 100% pour les éleveurs, la moitié pour les céréaliers ou polyculteurs, contre moins de 10% pour ceux spécialisés en culture pérenne.

<sup>(\*)</sup> Moyennes et grandes exploitations

#### Les filières végétales s'en sortent mieux

RCAI en milliers d'euros, en Aquitaine



Source : Agreste Aquitaine - Comptes régionaux

## UNE VALEUR DE PRODUCTION SOUTENUE PAR LES PRIX

En 2012, la valeur de la production agricole hors subventions progresse de 4,8% par rapport à l'année précédente. Elle s'établit à plus de 5 milliards d'euros, confirmant le redressement enregistré les années précédentes.

Toutefois, cette progression est à mettre à l'actif d'un renchérissement des prix. Le volume de la production agricole aquitaine diminue en 2012 (-2%). Globalement, ce constat affecte aussi bien les productions végétales que les productions animales.

### Les productions végétales progressent : +6,7% en valeur

#### Une climatologie défavorable impacte la production

Les conditions climatiques ont fortement affecté le volume des productions végétales au cours de l'année 2012. Retard de mise en place des cultures, décalage des calendriers, rendements en baisse, caractérisent la plupart des productions légumières. Pour les productions d'asperges, de tomates, de carottes et de pommes de terre, la baisse des surfaces aggrave le phénomène.

Gel, pluies, impactent la plupart des productions fruitières. Noix, pommes, poires, cerises et dans une moindre

mesure kiwis, enregistrent des niveaux de production en nette baisse. En 2012, pruneaux et fraises tirent leur épingle du jeu.

Déficit pluviométrique et sécheresse du mois d'août pénalisent les productions céréalières et viticoles. La vendange 2012 est en recul par rapport à celle de 2011. La production décroît pour toutes les catégories de vins.

Côté céréales, la production de maïs grain est minorée, en particulier dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques, en raison d'une chute de rendement pour la sole non irriguée. Seule la production de céréales à paille, dont les rendements ont été favorisés par le climat humide du printemps, augmente.

La production des prairies est supérieure à celle de 2011, hormis dans le quart sud-ouest de la région. Pour le maïs ensilage, la production a été diversement affectée selon les zones, en fonction de l'intensité des fortes températures de juillet et d'août, ainsi que par la présence ou l'absence d'orages. En nette baisse dans les Pyrénées et Landes, en repli en Lot-et-Garonne, stable ailleurs.

#### Adéquation demande et offre : le renchérissement des prix

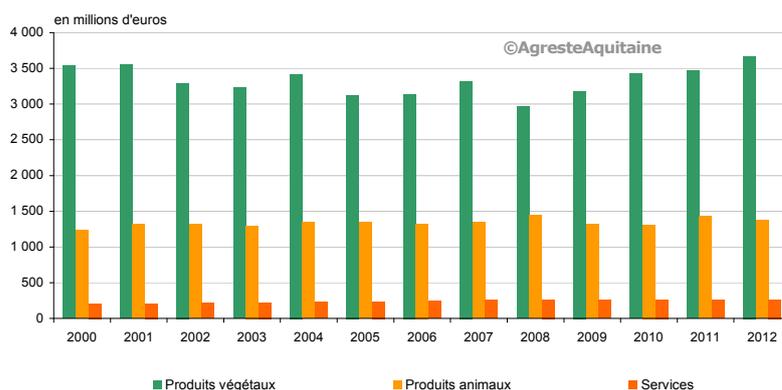
Une offre réduite, une demande active, une concurrence étrangère moins vive entraînent un fort redressement des prix en matière de fruits et légumes. Y compris pour la fraise et le pruneau qui bénéficient donc d'une double valorisation, en volume et en prix... Après une année 2011, plus difficile.

Dans un contexte de baisse des disponibilités, les cours du vin à la production confirment leur reprise à la hausse, à l'exception de la Dordogne où la stabilité règne. L'amélioration des échanges extérieurs, engagée mi-2010, se poursuit : les exportations progressent surtout vers les pays tiers, notamment en Asie. La Gironde s'y taille la part du lion.

Un marché mondial demandeur et des stocks estimés à la baisse permettent à la filière céréales de connaître un renchérissement des prix. Orge, blé tendre et maïs enregistrent des progressions à deux chiffres. Colza et tournesol suivent. Seul le blé dur, peu présent en Aquitaine, est à la baisse, en raison principalement d'une hausse notable de sa production, offre supérieure à la demande.

### La production retrouve le niveau de 2000

Production de la branche agriculture, y compris production des activités secondaires des exploitations



Source : Agreste Aquitaine - Comptes régionaux

### Production de la branche agriculture, hors subventions et production des activités secondaires des exploitations

Production	Valeur 2012 en millions d'euros	Evolution 2012/2011 en %			
		Volume	Prix	Valeur	
Dordogne	Végétale	425	3,5	8,8	12,6
	Animale	299	-5,9	2,8	-3,3
	Ensemble	724	-0,7	6,2	5,4
Gironde	Végétale	1 856	1,0	4,0	5,0
	Animale	75	-6,4	6,8	0,0
	Ensemble	1 931	0,7	4,1	4,8
Landes	Végétale	396	-15,6	16,8	-1,5
	Animale	348	-0,4	3,2	2,7
	Ensemble	744	-8,7	10,0	0,5
Lot-et-Garonne	Végétale	679	4,0	14,0	18,5
	Animale	122	-4,2	4,7	0,3
	Ensemble	801	2,5	12,5	15,3
Pyrénées Atlantiques	Végétale	314	-12,4	11,5	-2,3
	Animale	533	-3,4	3,9	0,4
	Ensemble	847	-6,8	6,6	-0,6
Aquitaine	Végétale	3 670	-1,4	8,2	6,7
	Animale	1 377	-3,5	3,7	0,1
	Ensemble	5 047	-2,0	6,9	4,8

Source : Agreste Aquitaine - Comptes régionaux

## La valeur des productions animales reste stable

La production chute, -3,5%

Le volume de la production animale baisse sensiblement en 2012. A l'exception de la volaille de chair, les abattages se réduisent.

Les veaux de boucherie enregistrent une nette baisse. L'année 2012 marque plus qu'un coup d'arrêt. Il s'agit du niveau le plus bas enregistré au cours des six dernières années. La chute est nettement plus ressentie en Dordogne qu'en Pyrénées-Atlantiques. Le porc aquitain est en léger repli contrairement au reste de la production française (-4%). La Dordogne contribue majoritairement à ce recul.

Calquant la consommation nationale, la production ovine se tasse, mais de façon moins prégnante que pour le cheptel caprin où à l'image de la filière bovine, la décapitalisation s'installe. Seule la production avicole bénéficie d'une relative stabilité qui masque toutefois des disparités. Le recul en palmipèdes gras absorbe en grande partie la progression de la volaille de chair.

La filière laitière souffre. Historique, les livraisons de lait de vache passent sous la barre des 6 millions d'hectolitres. Si la collecte du lait de brebis reste quasi stable, celle de chèvre se contracte.

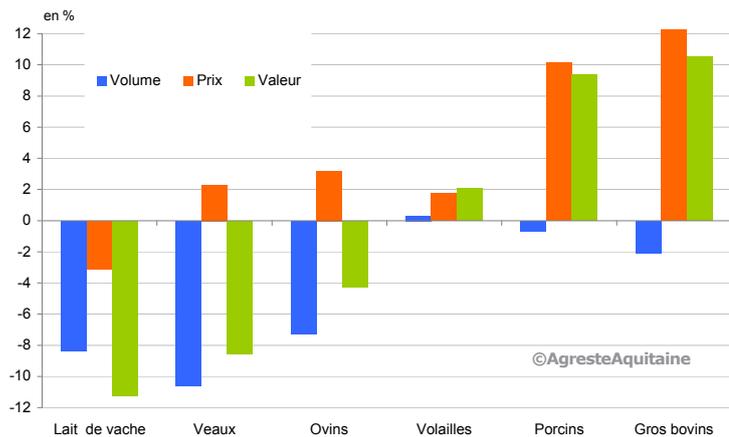
A peine compensée par les prix, +3,7%

Une offre en repli confrontée à une demande stable ou en hausse permet à certaines filières de compenser le recul de la production. Ainsi, les cours des gros bovins ou du porc se redressent nettement. Pour les veaux et ovins, la hausse n'est pas suffisante. Mais que dire de la filière lait de vache où la baisse des prix accentue le repli historique en volume.

La filière avicole se démarque. Pour les œufs, après un repli marqué en 2011, pendant les travaux de mise aux normes européennes des cages, la valeur de la production se redresse très fortement en raison d'une flambée des prix. Le cours de la volaille progresse légèrement permettant encore d'absorber la hausse des coûts de production.

En 2012, la valeur de production engendrée par l'aviculture la positionne comme 3<sup>ème</sup> filière aquitaine, derrière le vin et les céréales, devant les productions de bétail et de fruits.

Evolution en volume, prix et valeur, entre 2011 et 2012 de la production animale brute ou transformée



Source : Agreste Aquitaine - Comptes régionaux

## Production de services : 260 millions d'euros en 2012

La valeur dégagée par les exploitants agricoles ne se limite pas uniquement à la production de biens et de produits agricoles. Parallèlement, en relation avec l'agriculture, certains développent des activités de services.

Il s'agit principalement d'activités agricoles exécutées pour le compte de tiers, telles que notamment la préparation des terres, la protection des cultures, les opérations de récolte... En rentabilisant leur outil de production, ces opérations dégagent une plus-value non négligeable.

En 2012, cette valeur dépasse les 260 millions d'euros, en légère progression par rapport à l'année précédente. Pesant pour 5% de la valeur de la production, ces opérations dégagent légèrement moins que la production laitière d'Aquitaine, mais plus que celles de fourrages ou de légumes.

## Valeur de la production : 5,3 milliards d'euros

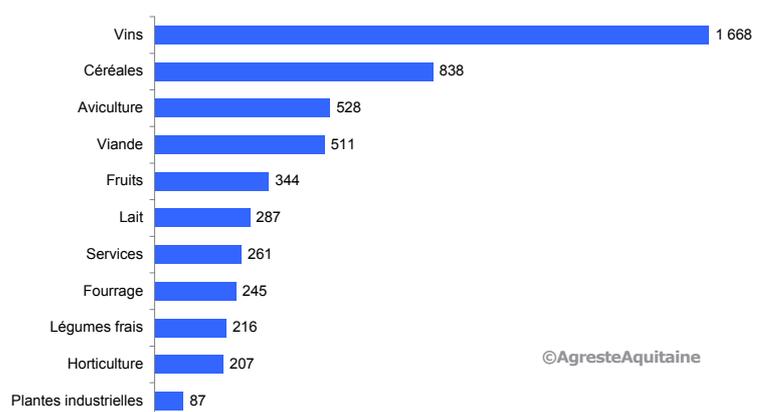
La mise en œuvre du bilan de santé de la PAC en 2010 a entraîné d'importantes modifications. Des aides directement liées à la production ont été découplées. Désormais, la subvention la plus importante de cette catégorie est la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA).

Ces aides, qui venaient abonder le compte de production, sont en grande partie transférées vers le compte d'exploitation. Dès lors, les évolutions de la production agricole au prix de base (y compris subventions) sont relativement proches de celles de la production hors subventions, à savoir -1,8% en volume et +3% en valeur.

En 2012, la valeur de la production au prix de base, y compris services, s'établit à 5,3 milliards d'euros pour la ferme aquitaine.

Aviculture, la 3<sup>ème</sup> filière de production en 2012

Valeur de production au prix de base en 2012, en millions d'euros



Source : Agreste Aquitaine - Comptes régionaux

## UNE PARTIE DE L'AGRICULTURE AQUITAINE NE MAÎTRISE PLUS SES CHARGES

### Les consommations intermédiaires progressent en valeur

Les consommations intermédiaires de la branche agricole ne cessent de progresser. En 2012, elles amputent de 100 millions d'euros de plus la valeur ajoutée dégagée par la ferme aquitaine. Si en 1990 elles représentaient la moitié de la valeur de la production, aujourd'hui elles en absorbent près des deux tiers.

### Charges d'approvisionnement : +5%

Près des trois quarts de l'alourdissement enregistré en 2012 sont à mettre au passif de la dépense en alimentation animale et de celle consacrée au poste « énergie et lubrifiants ». Et ce, malgré une stabilité de la consommation en volume.

La dépense en valeur du poste alimentation animale se partage à part égale entre « aliments et fourrages intra-consommés » et achats extérieurs. Pour la production intra-consommée, les éleveurs maîtrisent leurs prix, pour les achats extérieurs, ils demeurent tributaires de l'offre. Cette dernière se renchérit de +7% en 2012, de +4% pour la volaille à +8% pour les bovins.

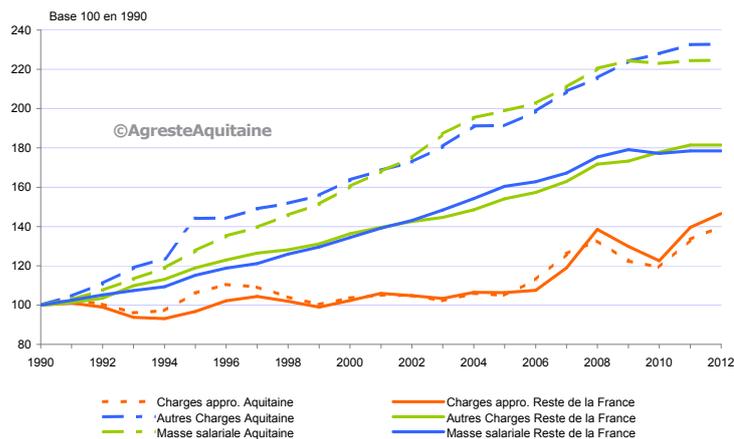
La facture énergétique ne cesse de croître. Moindre en 2012 (+9%), la hausse des prix fait suite à deux années de progression à deux chiffres. Soit au total une envolée de +55% par rapport à 2009.

En 2012, les conditions climatiques alourdissent la charge en produits de protection des cultures, dans un contexte de relative stabilité des prix. A l'opposé, la consommation d'engrais et d'amendement diminue en valeur, malgré une hausse des prix conséquente (+15%).

Si l'agriculture est de plus en plus mécanisée, l'entretien du matériel a un coût. Sur un an, la facture d'entretien se renchérit de +3%. En Aquitaine, les cultures végétales dominent, la mécanisation y a été fulgurante. Avec 350 millions d'euros, la dépense d'entretien de matériel a doublé entre 1990 et 2012 en Aquitaine. Dans le même temps, elle progressait de moitié dans le restant de l'hexagone.

Au total, les seules charges d'approvisionnement s'élèvent à près de deux milliards d'euros en 2012.

Comparaison Aquitaine et reste de la France entre 1990 et 2012, base 100 en 1990



Source : Agreste Aquitaine - Comptes régionaux

### Autres biens et services : un milliard d'euros

Si pour certains la production de services d'ETA est une ressource, pour la plupart des exploitations, elle correspond surtout à une dépense. L'Aquitaine est la première région pour le recours à ce type d'emploi externalisé. En 2012, cette dépense dépasse les 350 millions d'euros. Là également, la différence avec le reste de la France est notable. Une dépense multipliée par trois en 30 ans en Aquitaine, par deux ailleurs.

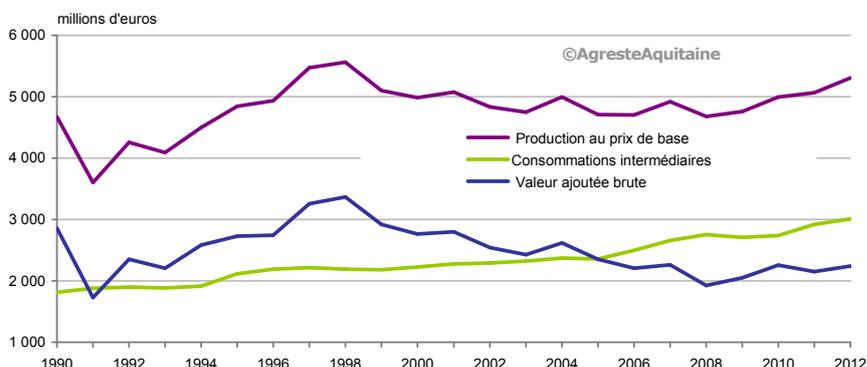
Dépenses auxquelles il convient d'adjoindre près de 700 millions d'euros de consommations intermédiaires, d'autres biens et services. Recouvrant une grande diversité : consommation d'eau, irrigation, frais de gestion, de services d'assurance ou bancaires.

### Valeur ajoutée : +4% en valeur, -4% en volume

En 2012, la valeur ajoutée brute, (production au prix de base diminuée des consommations intermédiaires) s'établit à 2 241 millions d'euros, en progression de +4% par rapport à l'année précédente. Entre 2000 et 2009, la valeur ajoutée n'a cessé de décroître (- 700 millions d'euros). Depuis 2009, on assiste à une inversion de tendance, +9% en valeur entre 2009 et 2012. Toutefois, ce « redémarrage » de la croissance est exclusivement porté, sur la période, par les prix (+22%). En termes constants, entre 2009 et 2012, la valeur ajoutée se replie de -12%.

La Ferme aquitaine perd de la richesse.

Evolution de la production, des consommations intermédiaires et de la valeur ajoutée en millions d'euros, entre 1990 et 2012



Source : Agreste Aquitaine - Comptes régionaux

## Un milliard d'euros de masse salariale

L'Aquitaine est la première région pour l'emploi salarié, permanent et saisonnier. Mais ce podium a un coût.

Les exploitants déboursent en 2012 près d'un milliard d'euros en salaires et cotisations sociales (+2% par rapport à 2011), la moitié en viticulture, le quart pour les exploitations spécialisées en fruits ou en maraîchage, soit 14% du total national (nota : la dépense liée au recours à des entreprises de travaux agricoles est comptabilisée en consommation intermédiaire et non en charge d'exploitation). Elle se positionne très loin devant ses suivantes Pays de la Loire ou PACA (650 millions d'euros).

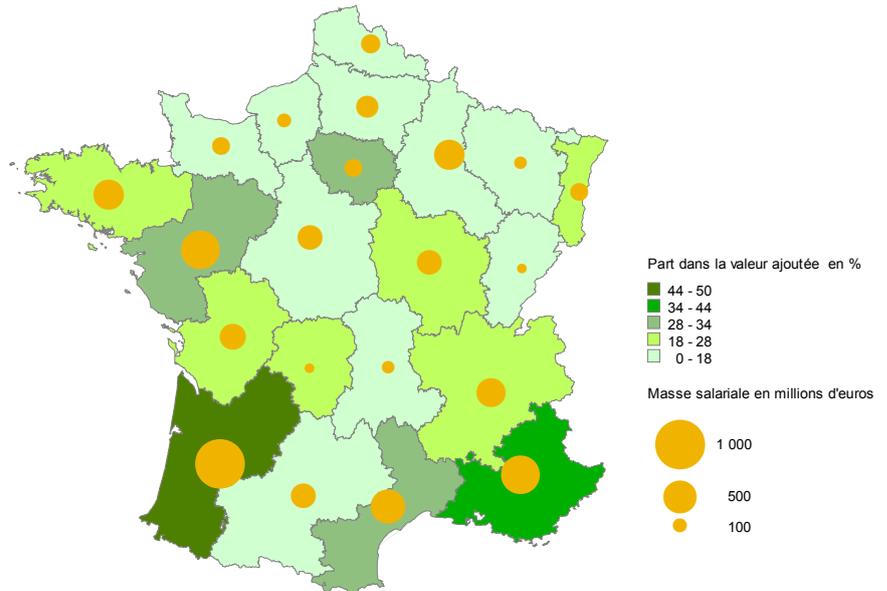
Si dans le restant de la France, entre 1990 et 2012, la charge salariale progresse de +80%, en Aquitaine elle fait un bond de 120%. Jusqu'en 2000, ce poste absorbait le cinquième de la valeur ajoutée, en 2012 c'est près de la moitié (45%). En PACA et Pays de la Loire, elle en absorbe respectivement 36% et 28%.

## Et plus encore en autres charges

Les autres charges d'exploitation liées à l'activité agricole progressent de moins de 2% sur un an. En effet, si la consommation de capital fixe (800 millions d'euros) et les impôts et taxes se renchérissent, à l'opposé, le remboursement des dettes et le paiement des charges financières se stabilisent.

Au total, les autres charges s'élèvent à 1,1 milliard d'euros en 2012. A défalquer de la valeur ajoutée...

Aquitaine : premier contributeur à la masse salariale agricole française



Source : Agreste Aquitaine - Comptes régionaux

## Un demi-milliard de subventions

En 2012, les subventions d'exploitation (paiements uniques, aides agro environnementales et calamités) versées en Aquitaine s'élèvent à 439 millions d'euros, en repli de -1% par rapport à l'année précédente.

Depuis la mise en place en 2010 de la nouvelle réforme de la PAC, l'importance des subventions sur les produits est limitée. Les subventions d'exploitation constituent désormais près de 85% des aides directes à l'agriculture.

La part des subventions constitue près des deux tiers du revenu agricole des exploitations. En raison du poids de sa viticulture, la région ne bénéficie que

de 6% du montant des aides versées en France métropolitaine, alors qu'elle représente 8% des exploitations agricoles du territoire.

## Une répartition inégale au sein des filières et des exploitations

En outre, la répartition des aides directes est très inégale suivant les spécialisations : 24 500 euros en moyenne pour les exploitations de grandes cultures, contre 4 000 euros pour celles orientées en viticulture.

En moyenne sur les années 2010 à 2012, la part des subventions dans le revenu dépasse très nettement 100% pour les éleveurs laitiers, la moitié pour les céréaliers ou polyculteurs, contre moins de 10% pour ceux spécialisés en culture pérenne.

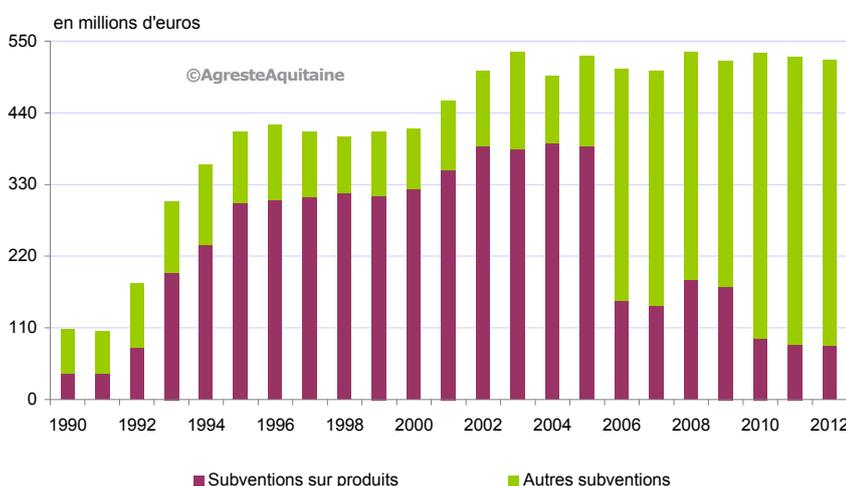
Mais les disparités ne s'arrêtent pas là. Elles existent y compris au sein des filières dotées. Rappelons qu'en Aquitaine comme dans le reste de l'hexagone, 20% des exploitations concernées touchent 60% de l'enveloppe des aides allouées.

## Hausse du revenu net

Hausse de la valeur ajoutée, moindre hausse des autres charges d'exploitations, quasi-stabilité des aides expliquent que mathématiquement, le revenu net de la ferme aquitaine progresse de près de 6% sur un an.

Mais, rappelons-le une fois de plus, cette embellie s'effectue dans un contexte de grandes disparités selon les filières et la taille des exploitations.

Evolution des subventions entre 1990 et 2012 en millions d'euros



Source : Agreste Aquitaine - Comptes régionaux

## Seules les grandes exploitations maîtrisent ou réduisent leurs charges

Les charges d'exploitation pèsent de plus en plus au sein des exploitations d'Aquitaine. Et ce, encore plus qu'ailleurs. Ces dernières absorbent près des trois quarts de la valeur de production d'un agriculteur aquitain, contre les deux tiers ailleurs.

Hormis en viticulture, quelle que soit l'orientation, du fait de leur taille, la valeur de la production des exploitations d'Aquitaine est plus réduite que chez leurs concurrents « France entière ». Toutefois, leurs dépenses en valeur sont aussi élevées. Dès lors, en Aquitaine, dans les exploitations « professionnelles », celles dégagant une valeur de production supérieure à 25 000 euros annuels, les charges à l'hectare s'établissent à 3 309 euros contre 2 060 euros ailleurs.

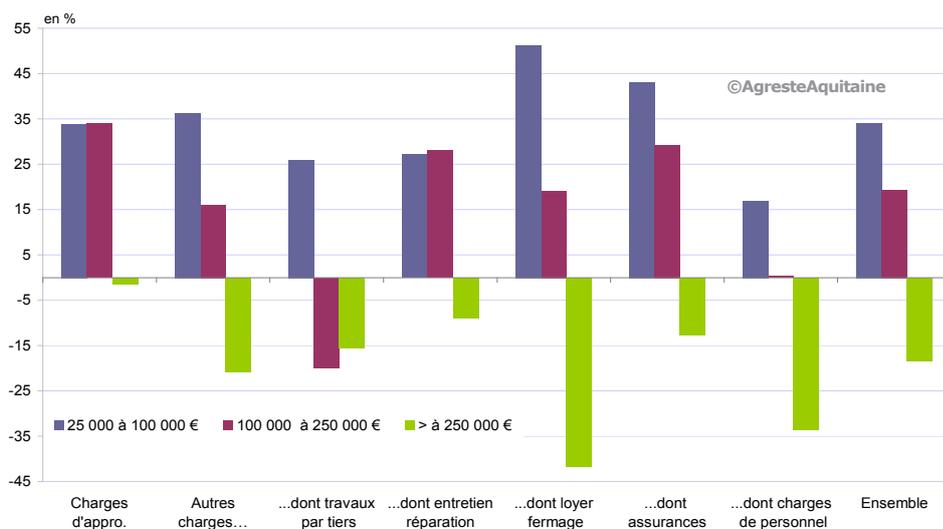
Au-delà des résultats globaux, si on observe une forte disparité entre les filières (de 8 000 €/ha pour un viticulteur à 1 800 €/ha pour un céréalier), l'approche par taille économique est plus révélatrice.

### Charges d'approvisionnement, en hausse dans les petites, jugulées dans les grandes

L'importance et la composition de ces charges diffèrent selon la spécialisation des exploitations, plus marquées en élevage. Toutefois, au sein d'une même orientation, le constat sur long terme est identique. Ainsi, en Aquitaine, les exploitations « professionnelles » dégagant moins de 250 000 euros de valeur de production, ne cessent depuis 2000 de voir leurs dépenses s'envoler. Et ces dépenses progressent plus vite que la valeur de leur production.

A l'opposé, dans les très grandes exploitations, l'augmentation des prix ressentie également, s'est traduite, en particulier dans le secteur végétal, par des réductions drastiques sur les principaux postes de dépense : « énergie, y compris carburant », « produits phytosanitaires » et « petites fournitures ». Mais, dans

Evolution des charges à l'hectare entre 2000 et 2011  
en %, en Aquitaine, selon la dimension économique de l'exploitation



Source : Agreste Aquitaine - Rica 2011

ce type d'exploitation, la recherche d'économie ne se limite pas aux seules charges proportionnelles.

### Les autres charges, en hausse dans les petites, en baisse dans les grandes

Constat identique pour les charges de structure, où les grandes exploitations maîtrisent leurs dépenses à tous les niveaux, soit de par leur taille en négociant des tarifs plus avantageux (assurances), soit de par l'état de leur outil de production plus performant nécessitant moins de frais (entretien matériel et bâtiments). Entre 2000 et 2012, leur dépense rapportée à l'hectare se replie de -20%, alors qu'elle progresse de +16% dans les exploitations « moyennes hautes » (valeur de production entre 100 000 € et 250 000 € annuels) et de +36% dans les « moyennes basses » (inférieure à 100 000 € annuels). Chez ces dernières, le manque d'investissement des années précédentes aggrave la facture de mise aux normes.

### Sans oublier les dépenses de personnel

Là également, des différences se font jour. Elles concernent particulièrement les exploitations arboricoles et viticoles. Les grandes entreprises ont restructuré, sur la période 2000-2010, le recours à l'emploi extérieur permanent, afin de s'adapter à la conjoncture économique mais également aux aléas climatiques affectant l'emploi saisonnier : substitution des CDD aux CDI, durée d'embauche moins longue, multiplication des contrats à courte durée. Si la baisse, en terme de valeur d'emploi, reste globalement modérée, par optimisation, ce recul affecte de façon significative la charge à l'hectare ; elle passe de 6 010 euros par hectare en 2000, à 4 950 euros par hectare en 2012.

Dans les autres exploitations (production inférieure à 250 000 €) ces gains n'ont pas été réalisés. Seules les exploitations « moyennes hautes » commencent en 2012 à réduire leur dépense, mais plus par « suppression » que par optimisation des moyens. ■

## Pour en savoir +

Agreste Aquitaine - Chiffres et données - n° 70 - juillet 2013 - Comptes provisoires des moyennes et grandes exploitations

© AGRESTE  
2013

Prix : 2,50 €



Cette publication est disponible à parution sur les sites internet de la statistique agricole : <http://agreste.agriculture.gouv.fr> et de la DRAAF Aquitaine : <http://draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr>

## Agreste : la statistique agricole

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt  
Service régional de l'information statistique, économique et territoriale  
51, rue Kiéser - CS 31387 - 33077 BORDEAUX CEDEX  
Tel : 05.56.00.42.09 - Fax : 05.56.00.42.90  
Courriel : [contact.srise.draaf-aquitaine@agriculture.gouv.fr](mailto:contact.srise.draaf-aquitaine@agriculture.gouv.fr)

Directeur Régional : Hervé DURAND  
Directeur de publication : Jean-Pierre MORZIERES  
Composition : SRISSET Aquitaine - Impression : SSP Toulouse  
Crédit photos : ©Photothèque MAAF  
Dépôt légal à parution - N° CPPAP : 2250 AD - ISSN : 1283 - 5412